

PROSPER

18

ÉCOLOGIE / DISTRIBUTIVISME / USAGES

Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers

Adieu aux profits monétaires

expérience et société

- ☐ *Relocalisation, mode d'emploi*
- ☐ *La décroissance est une affaire trop grave pour la confier aux écolos*
- ☐ ***La frime anti-capitaliste***
- ☐ *Libérer le Marché des profits monétaires*
- ☐ *Expérimenter ou expérencier ?*

Les campagnes présidentielle et législative 2007 ont à nouveau permis d'observer la mise aux enchères de produits électoraux (programmes et majorités).

Avoir le nez sur le guidon des sondages, multiplier les propositions qui ratissent le plus large possible, séduire, donc, et torpiller les séducteurs rivaux, tout cela est-il bien « politique » ? Difficile de dire non puisque la politique, dans la conception actuelle de la démocratie, consiste avant tout à conquérir des clientèles !

La politique peut-elle devenir autre chose qu'un commerce ? Un marché où le plus concurrentiel (démagogique) l'emporte ? Dans ce cas, « autre chose », ce serait quoi ?

*Pour **PROSPER SE FAIT « politique », doit SE PENSER comme « politique », toute conduite ou institution qui vise la maîtrise que les usagers ont de leurs usages¹.***

Cette hypothèse est celle de l'usologie politique.

Elle implique

1. de sortir du système dit capitaliste, ou libéral, défini par la redistribution des profits monétaires qui commandent la création et la mise en vente des produits et services qui rapportent le plus.

La première partie de ce cahier montre comment.

Mais elle exige, dans le même mouvement, si on ne veut pas retomber dans le planisme d'Etat

2. que les projets soient décidés autrement qu'à la majorité, et donc d'en finir avec la confiscation de la démocratie par les fabricants de majorités.

Un tel mode de décision impose que tout projet soit conçu comme une expérience

à laquelle on puisse renoncer à tout moment.

La seconde partie du cahier y introduit.

La réflexion se poursuivra dans PROSPER 19.

¹ La distinction entre usages et besoins sera à nouveau traitée dans le cours de ce cahier. Rappelons que les usages et leur maîtrise ont une longue histoire, qui commence par la défense de leurs territoires, des représentations ou croyances qui leur sont associées, la délégation de cette défense à des rois, des tyrans, des Etats, enfin à des puissances d'argent dont le centre est partout et la circonférence nulle part. Dans le cadre de la démocratie telle qu'elle est aujourd'hui encore pensée, cette maîtrise est donc définitivement empêchée par l'obligation à laquelle ces puissances sont soumises, à savoir la croissance de leurs profits monétaires, laquelle, à travers les produits et services les plus rentables, définit des *territoires d'usages* auxquels sont annexés de force des usagers. Cette annexion est-elle la fin de l'histoire ?

Deux colères et... *un manifeste*



Une improbable union, dite anti-libérale ou alter-mondialiste, s'est formée autour de la victoire du NON² au référendum d'Avril 2005. Elle multiplie les protestations et dénonciations brillantes. Mais sur quoi compte-t-elle au final pour « changer » ? Sur le libéralisme lui-même, auquel elle enjoint de faire de la redistribution plus juste et de la planète plus propre.

Quoi, la justice, vous êtes contre ?

Vous ne sauriez... Mais on redistribuera quoi ? *Leurs sales profits, bien sûr !*

Il faudra donc continuer d'en faire ? Estampillés « plus justes » ils en deviendront tout à coup miraculeusement propres ?

Le *communicant* anti-libéral et/ou alter-mondialiste, soucieux de retenir la mouvance écolo, a, reconnaissons-le, augmenté le rayon de conscience des « gens » en y introduisant du Nord, du Sud et de la planète déglinguée... Merci ! De là à concevoir une action globale qui bouleverserait son image de « l'action »... Vous n'y pensez pas ? « Les gens » ne le suivraient plus ! Son boulot, c'est, dit-il fière-

ment, « le terrain des luttes », et ses comparses du moment en sont tout aussi convaincus. Un terrain où des revendications en croisent d'autres, et d'autres encore, qui débouchent sur des manifs qu'on sait faire, contre les patrons ou l'Etat, bref contre papa-maman sans quitter la maison. Puisque d'autre maison il n'y a ni ne saurait y avoir. C'est ça l'*altérisme*.

Le boulot de M. le Communicant alter/anti est donc comparable à celui de l'infirmier, ô combien noble, pénible, toujours à recommencer, et pour cause, puisque ses soins permettent au système et ses addictions de se perpétuer. En fait il travaille, comme n'importe quel soutien du libéralisme, à étouffer les désirs de changement. Il les étouffe sous des tonnes de scandales et d'abus et des promesses de gestion enfin justes, morales, pures. Il scie la branche capitaliste et la soutient aussi, par divers états et ficelles de gros bon sens et très inventifs, qui vous offrent des revanches de rêve.

² Qui pose qu'elle l'a gagnée toute seule, comme tel Parti communiste, après la Guerre, avait été la Résistance à lui tout seul.

Deuxième colère, contre ceux qui, devant l'urgence de diminuer l'empreinte écologique, ont tiré la sonnette d'alarme et montré qu'il faut *faire de la décroissance* plutôt que *de la croissance*, et proposent donc que « chacun » réduise volontairement sa part du gâteau.

Cette même sonnette, ceux qui savent ce que « croissance » veut dire (croissance monétaire) n'ont pas manqué de l'entendre ! Car si tout un chacun tout à coup diminue sa consommation (« grève de la conso !! ») le système s'écroule, et les anti et alter aussi, qui s'appuient dessus. Si les profits monétaires liés à la surconsommation décroissent trop (c'est déjà ce qui se produit et la raison du succès des coups en bourse et produits financiers), leur redistribution par l'Etat, via les taxes et impôts, ne fonctionne plus, et votre petit RMI lui-même cesse d'être assuré.

Il faut bien quand même faire quelque chose ?

On a vite trouvé : la crise écologique !! Une aubaine pour terroriser les peuples. Et un formidable argument de vente. Observez les industriels sondant le gisement de profits à tirer de produits en principe plus économes en énergie et matériaux. Grâce auxquels ils vous conserveront votre cher aujourd'hui, sauf que les autos, les maisons, l'énergie, seront (plus) propres. Et taxés autant qu'on pourra sans (trop) ralentir une consommation que ses brevets d'écologie ne devront pas, surtout pas, empêcher de croître et d'embellir (monétairement, mais faut-il préciser ?).

Qui seront les premiers clients ? Ceux qui ont déjà suffisamment d'aisance pour quitter un immeuble bouffeur d'énergie et acheter une datcha écolo dernier-cri, avec toiture assortie et une éolienne dans le parc pour faire du vent. Ils afficheront aussi un 4x4 à hydrogène (puisque à l'hydrogène on ne peut faire plus mince). Certains auront même assez de santé et de caractère pour le conduire en culottes courtes et pieds nus. Je les entends déjà pratiquer dans les salons, entre deux plateaux de petits-fours bio, le « plus décroissant que moi tu meurs » en vogue chez leurs aînés, décroissancistes équitables. Fouetté ou captivé par le néo-luxe, le petit peuple suivra, désirera, et en redemandera - puisqu'il n'y aura plus que ça à produire (ô emploi !), acheter en masse et concurrentiellement, comme devant.

Bref : les profits écolos laveront la planète plus propre ! Et les cerveaux plus nuls.

Evoquant cette joyeuse perspective devant C., qui avait fini par admettre que la croissance *matérielle* était liée à la nécessité de faire croître les profits *monétaires*, il en est tout rasséréiné. *Eh bien tu vois ! Les profits, t'es contre, mais yakça.* Et quand un concurrent plus écolo-malin que lui captera son marché ? Il fera quoi ? Il restructurera bio ? Enterrera ses salariés ? Et vendra aux orphelins un chouette truc pour récupérer le méthane de papa ? *Oh, n'exagère pas !*

Attention ! Les temps sont favorables à une reconversion du capitalisme en capitalisme écolo et même à l'institution d'une écologie d'Etat mondialisée, mussolinienne ou hitlérienne (les profits patronaux confisqués par une Cause qui verra des ennemis partout).

Comment l'éviter ? **PROSPER** y a pensé, et risqué un manifeste, qu'il n'a pas manqué de compléter, c'est une manie chez lui, d'un mode d'emploi.

Le manifeste ? Page en face...

Le mode d'emploi occupe le reste du cahier.

une nouvelle stratégie

L'engagement personnel et les actions collectives des écologistes, leur action morale, ont été et restent exemplaires.

C'est leur honneur et c'est leur misère.

Ils ne concernent en effet et ne concerneront jamais plus de 15 % d'électeurs.

Les autres ont des soucis bien plus immédiats, liés à la dégradation de leurs moyens de subsistance et à la régression du service public.

Ils sont pourtant, eux aussi, impliqués dans la destruction de la planète.

Comment les faire participer à une action positive ?

Par un projet qui ne fasse plus dépendre leur avenir des performances douteuses de l'économie libérale.

Le fait est désormais reconnu et bien établi :

*cette économie, où **la survie des entreprises***

dépend de profits monétaires croissants,

détruira toujours plus rapidement notre milieu.

De cette économie, nous dépendons tous

et travaillons donc tous à notre propre perte.

Quelles que soient la générosité et l'habileté de ses gestionnaires,

ils participent aux misères et dysfonctionnements qu'ils prétendent combattre.

Il nous faut donc aujourd'hui convaincre

*non plus 15% d'électeurs mais **l'ensemble des peuples***

que la guerre économique (lisez libéralisme) est contre-productive

en matière d'emploi, de revenus, de retraite, de sécurité,

d'immigration, de relocalisation et de solidarité.

Or nous avons aujourd'hui largement les moyens

de donner à l'ensemble des usagers,

des moyens de vivre garantis

non plus (et très mal !) par la redistribution des profits monétaires mais

par la réalité même des produits et services disponibles

sans qu'ils aient à subir l'épreuve de la concurrence commerciale

(sans devoir en faire aucun profit monétaire sur un marché aléatoire).

Seul un revenu garanti sur cette base,

relocalisera la production,

rendra aux peuples la maîtrise de leurs usages,

sauvera la planète du désastre

et les démocraties des intérêts de classes.

Les tranchées, c'est fini

Tout avait bien commencé, par un mot qualifié, pour excuser son inanité conceptuelle, de « mot obus » : la décroissance. C'était juste un peu avant que les enquêtes scientifiques commandées depuis une vingtaine d'années partout dans le monde montent tout à coup à la surface médiatique et provoquent un cri d'alarme général.

« Inanité conceptuelle » pourquoi ?

Le concept de décroissance est instable. Il désigne deux choses : (1) la croissance *matérielle*, liée à l'impératif (2) d'une autre croissance, celle des profits *monétaires*. Il pense d'une manière séparée *faire de la décroissance* et *faire de la croissance*, alors qu'il suffit d'un peu de recul pour voir qu'on ne peut protéger la planète dans une économie comme la nôtre, destructrice « par construction », du seul fait qu'elle doit dépenser toujours plus de ressources naturelles et humaines pour faire croître les profits monétaires à n'importe quel prix social et écologique.³

« Objecteurs de croissance » suffit ?

« Objecteurs de croissance » réserve l'avenir, prépare à une prise de conscience des réalités économiques et financières que je viens de dire. C'est le titre que j'aurais aimé voir conserver quand nous avons commencé à préparer les *Etats Généraux de la Décroissance Equitable*, qui ont tenu en 2005 à la fin de l'année à Lyon une réunion, où j'ai parlé dix minutes, comme les autres, et au soir de laquelle a été créé le PPLD, **Parti pour la Décroissance**.

Un « Parti contre le Profit » t'aurait plu ?

S'il faut des partis - on a le droit d'en douter même si on s'y inscrit - et à condition d'ajouter « monétaire », car il faut distinguer entre les profits humains et ceux destinés aux bilans.

Après avoir surfé sur la vague des bidonvilles, des famines, des décharges, on s'est mis à surfer sur celle de la planète foutue. Mais ça sert qui et à quoi ? On intéresse ceux qui ont la possibilité de regarder les images de misère et d'avoir une conscience sociale et écologique, mais on les endort aussi. *Ah mon Dieu quelle misère quel*

malheur. Qu'est-ce que je peux faire ? - Donner aux ONG ou voter écolo. Et pendant ce temps ? Les autres ? Ceux qui écument les décharges, rusent dans les coins pour survivre, essaient de garder leur boulot, voient leur pouvoir d'achat diminuer, la flexibilité devenir radicale... Ceux qui ne croient plus aucun parti mais votent quand même et se décident à peu près comme au turf ?

Retour à « la stratégie de masses »...? Mais les masses ignorent tout de l'économie ?

Les 15% de *conscientisés* l'ignorent tout autant. Ils s'excitent sur des scandales écologiques et sociaux mais sont tout aussi incapables de penser à une sortie du désordre établi que les 85% qui votent pour les partis de gestions.

Ces 85%, donc, qui doivent prendre l'affaire en mains... ?

Pas 85%, *tous*, pour défendre *une cause commune* et pour conquérir *un droit nouveau*, en rapport avec un dispositif dont la mise en place, annoncée par les distributistes historiques, prévue par Marx, est plus que jamais possible et devenue vitale.

Tous, parce que les 15% de conscientisés qui doivent leur conscience au fait qu'ils sont encore épargnés ne le seront pas toujours. Les classes moyennes perdent peu à peu leurs moyens. Ecoute-les déjà grogner. Pendant un certain temps encore, un peu plus protégées que les autres, elles *marcheront*, comme la Garde de Napoléon 1er. Jusqu'à ce que surgissent des désordres tels qu'il sera clair que l'Empire ne boucle plus ses fins de mois et que ses gardiens les plus exposés, la police, la justice, n'y arrivent plus (dans leurs propres rangs ça triche partout). Les grognards, donc, changeront d'attitude. Ce qui ne veut pas dire qu'ils feront le gros du boulot. Comme chaque fois qu'une sortie de modèle se profile ou s'impose ils commenceront par se débâter.

³ V. article de Marc Groussain dans *PROSPER* 12.

Pour une cause commune. Cette cause mélange le souci d'une planète qui va bientôt manquer sous nos pieds, et défendre ce qui a été conquis depuis deux siècles, quand la force de travail équilibrait encore celle des patrons et des financiers et qu'une grève avait un impact sur les profits. Ces soucis-là sont plus graves pour les 85% que les 15%, qui ont les moyens de s'offrir des conditions de vie meilleures et sont davantage au large pour pallier à l'abandon des protections publiques. Ces 85% ne disposent plus, pour se faire entendre, du haut-parleur de la grève, depuis qu'ils ne sont plus irremplaçables, ou ne s'en saisissent qu'en dernier recours. Elle n'a de chance d'aboutir que dans des secteurs stratégiques comme les transports ou la distribution de carburants.

Pour conquérir un nouveau droit, dont l'exercice sauvera la planète et les acquis sociaux. Un droit qui correspond à la logique du développement technique, industriel et informationnel, à une possibilité qui est non seulement un droit, que nous tenons des efforts des anciens et de notre propre travail, mais une nécessité, si on ne veut pas tout voir s'écrouler.

Ce droit, c'est celui d'un revenu pour tous, inconditionnel, garanti sur les produits et services disponibles pendant une certaine période. Il a été annoncé par les distributistes historiques qui ne savaient absolument pas que Marx, au milieu du XIXe, avait lui-même prévu que le développement machinique obligerait à changer « l'origine des moyens de paiement », ceux-ci devant alors correspondre non plus au travail fourni mais « au volume de richesses socialement produites ».

La mise en orbite de ce droit est techniquement possible dès aujourd'hui.

Sa technique couronne en quelque sorte toutes les autres techniques et de surcroît nous préserve des abus de la technique, comme *PROSPER* 18 le montre à nouveau.

Ce droit n'est pas un droit « technique » comme le droit aux congés payés, à une retraite plus jeune, à la Sécurité Sociale, acquis parce que sur la base de productivités et rentabilités accrues. C'est un droit à la vie, n'ayons pas peur des mots, qui intègre tous les précédents « droits sociaux ».

Explique... ?

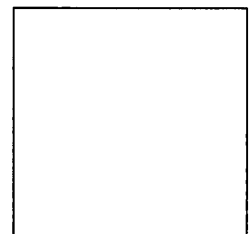
Un droit à la vie, parce que la condition salariale, entre autres aberrations, c'est une vie de termites, pas une vie humaine. Nous n'avons jamais eu de droit qu'à la survie, via un salariat toujours menacé et *injurieux dans son principe*, puisqu'il traite le travailleur comme une marchandise sur un certain

Distribuer à chaque usager des "moyens de paiement correspondant au volume de richesses socialement produites" est devenu un DROIT qui parachève tous les autres et une nécessité absolue si on veut STOPPER les ravages sociaux et planétaires.

marché du travail. Ce principe étant, par force, accepté, les salariés se sont focalisés sur les injustices les plus flagrantes. Ils se sont distraits de l'injure basique, qui les traite en outils, en réclamant une redistribution des profits plus juste. Ils n'ont pourtant pas été sans observer que cette justice, exercée par les maîtres, n'avait jamais cessé de creuser l'écart entre les riches et les pauvres. Mais ils n'ont jamais pensé plus loin que le salariat et donc toujours revendiqué en tant que salariés, petits soldats d'une guerre économique où le Marché décide de ce qu'ils doivent produire aussi bien que consommer.

La revendication salariale, aujourd'hui, le Salaire minimum à 1000 ou 1500, le revenu d'insertion à 800, les compensations diverses, les 35 heures, poursuivent la guerre de tranchées. **C'est la plus mauvaise tactique pour conserver les acquis, les emplois, le service public.** Si on veut vraiment les conserver, il faut les englober, ces droits, dans un droit plus vaste, un projet politique, écologique et social qui enclenche une maîtrise des usages telle que la planète et le social prospèrent de concert. Exiger des réparations pour les dégâts causés par les multinationales, des moratoires pour contrer d'une manière provisoire l'usage des découvertes scientifiques par les lobbies, c'est encore la guerre de tranchées.

Il est plus que temps d'en sortir. De réclamer justice. Contre le vol du temps de travail, le vol des ressources humaines et planétaires, le vol des moyens que nous avons aujourd'hui de faire utile, sain, durable et beau, détournés au service des comptes de bilan...



L'outil de base

L'outil de base du modèle proposé est *la mise à disposition pour tous, sans considération de la valeur du travail fourni, d'un moyen d'accès direct aux produits et services.*

Rappel :

Pour assurer une permanence minimale des revenus dans une conjoncture où n'importe qui peut perdre son emploi salarié, mais aussi pour signifier que toute la nation participe à la création de richesses, l'idée d'un *revenu universel* (lire : attribué à TOUS), refait périodiquement surface.

Défendu par diverses associations dont le BIEN (*Basic Income European Network*), il a été adopté par les Verts à la fin du siècle dernier. Mme Boutin (députée UMP) s'y est elle-même ralliée.

Il prévoit que tout le monde reçoit un « revenu de base » et le **complète** en fonction de ses besoins. Ceux qui disposent de revenus suffisants ou élevés se font reprendre cette somme par le biais de la proportionnalité de l'impôt.

Ce Revenu Universel **financé par la croissance** vise à pacifier le libéralisme au plan social. Il en aggrave cependant les effets sur plusieurs points.

°° Son montant doit être calculé pour être « suffisamment insuffisant » afin d'inciter « les gens » à ne pas rester chez eux. Ceux qui désireront compléter leur revenu seront donc plus que jamais **mis en concurrence et les entrepreneurs les tiendront à leur merci** (flexibilité maximale).

°° Le financement de ce revenu est assuré par **la redistribution d'Etat**, qui, on le sait, dépend des profits monétaires des entreprises (raison pour laquelle tous les ministres des finances prient pour le retour de la croissance monétaire). Si ces profits baissent, le revenu n'est plus garanti à la même hauteur, voire plus garanti du tout ! Outre le fait que l'Etat doit donc continuer d'avaliser restructurations et licenciements, **le droit de regard des salariés sur les finalités écologiques et sociales de leur participation est toujours aussi nul. Démocratie débile !**

°°° Certains espèrent que, « couverts » par ce revenu, un nombre de plus en plus élevé d'utilisateurs réduiront leur consommation et développeront une économie parallèle d'échanges de services. Ils négligent que l'économie parallèle retire aux entrepreneurs une part de marché et que la réduction de la consommation ferait chuter les profits et les impôts.

A terme, un tel revenu menace donc son propre système de financement !

*Dans le modèle que nous proposons,
le moyen d'accès aux produits et services
est proportionnel à la quantité de ces produits et services
disponibles pendant une certaine période.
Il devient possible de les fournir (et d'en disposer)
sans souci d'aucun profit monétaire
et en dehors de toute concurrence marchande.*

N'étant plus liés aux profits que doivent impérativement en retirer les entreprises après leur passage sur un marché *aléatoire* et *concurrentiel* les produits et services auront donc enfin comme motifs premiers leur utilité matérielle et sociale et le souci de l'environnement.

Retenez bien :

**Le revenu *universel, inconditionnel, garanti et complet,*
est *distribué* « sans considération de la valeur du travail fourni ».**

**Il ne s'agit pas d'un salaire
qui traite le salarié comme une marchandise
sur un marché du travail lui-même hautement concurrentiel.**

**Il n'est pas *REdistribué* en proportion des profits
obtenus par les entreprises sur un marché aléatoire
ou par l'État, sous forme d'allocations de survie,
après imposition des profits.**

**Il n'est pas non plus *REdistribué* en fonction de la quantité de travail
encore nécessaire pour faire tourner l'économie matérielle
ou de la valeur de ce travail, ce qui prolongerait la société de classes⁴.**

**Reçu d'une manière « inconditionnelle » par tous les usagers,
il permet à ceux-ci de s'investir uniquement
dans des productions et services qui leur semblent utiles, saines,
durables ou renouvelables,
et d'exiger que leur participation soit reconnue et facilitée.**

comment on fait ?

⁴ Cet avertissement prévient contre l'usage du vocable « distributisme » par le Sociétalisme ou éco-sociétalisme, pour lequel le partage des richesses est indexé sur la *quantité de travail à fournir*.

*« Comment on fait » entraîne deux cycles de réponses.
Le premier relatif à la faisabilité matérielle, que nous allons décrire
et prouver dans les pages suivantes. Cette faisabilité générale étant
reconnue et acceptant forcément des variantes, la décision de lancer
l'opération n'est pas pour autant acquise : avant de faire, il faut...
« se faire » au changement d'optique.*

Lequel des deux commande l'autre ?

Ils se commandent mutuellement. La faisabilité étant comprise, sa compréhension ne suffira pourtant jamais, à elle seule, à décider de la mettre en œuvre.

Le problème du distributisme en général et de la stratégie de *PROSPER* dans ce cahier-ci comme dans les autres, est formulé chez Walliser⁵, dans le cadre de la rationalité des agents économiques. C'est celui de la compatibilité entre les croyances dont nous enveloppons les faits et les informations que nous recevons.

L'information, dans le cas présent, n'est pas une simple information, du genre « le prix du fuel est de tant », où il y a du fuel, il a un prix, et où on s'attend à ce qu'il varie. Savoir qu'il est possible de distribuer à chacun les moyens d'accéder aux produits et services disponibles pendant une certaine période, savoir que nous disposons de tous les moyens techniques pour le faire, cette information-là n'est pas attendue. Son seul énoncé nous met en éveil et même a priori nous braque négativement. En quoi pourtant diffère-t-elle de celle sur laquelle nous sommes installés ? N'avons-nous pas en principe déjà des moyens d'accéder aux richesses produites ?

La différence je l'entends à ta voix qui change quand tu dis DES moyens. Quand tu dis « les moyens », tu as beau employer l'article défini, les, il faut définir les moyens... Quand tu dis « des moyens », article indéfini, tu renvoies à ceux que nous connaissons bien, ceux que donne l'argent - salaires, allocations, revenus autres et emprunts. Il va falloir y changer quelque chose.

Et « ce que nous connaissons bien », c'est quoi au juste ? Une réalité ou une croyance ?

C'est en tout cas notre réalité ! Une réalité sur laquelle nous croyons devoir toujours vivre, comme s'il n'y en aurait jamais d'autre.

La croyance est tellement ancrée en nous que nous ne pouvons plus rien croire, voir d'autre. L'idée de recevoir les moyens de disposer des produits et services du fait même qu'ils existent ne produit pas du tout le même effet que l'idée, actuellement seule normale, de devoir gagner ces moyens en nous plaçant nous-mêmes dans le cycle des moyens, à savoir le profit qu'on va faire de notre travail comme de la transformation d'un matière X en produit fini Y, vendable à plus haut prix.

Qu'est-ce qui va finalement nous décider à changer de croyance ?

Déjà, quand nous avons les moyens d'acheter une nouvelle paire de chaussures, de changer de résidence, que nous savons quelles chaussures nous achèterions ou dans quel nouveau quartier nous aimerions aller, des « raisons » d'économie d'ordre affectif (mes chaussures sont encore bonnes, je ne suis pas si mal dans ma maison) nous font hésiter. On tourne ça dans sa tête et on se représente qu'on devra de toute façon, *y passer*. Le plus vite sera donc le mieux, et après on n'y pensera plus...

Mais l'argument *le plus vite possible, tôt ou tard il faudra y passer*, tout comme l'idée qu'il va falloir faire des économies de violence, de planète, de cancers, laisse encore du temps.

C'est de cet argument-là aujourd'hui que nous sommes malades. Si nous devons sortir de la condition actuelle, ce n'est pas parce qu'il faudra un jour ou l'autre en sortir, c'est pour une raison qu'il faut chercher ailleurs que dans le tunnel où nous sommes, le tunnel que nous sommes à nous-mêmes.

⁵ B. Walliser, *L'Economie cognitive*, Odile Jacob 2000. Cité et commenté dans Jacques Sapir, *Quelle économie pour le XXIe siècle ?* Odile Jacob 2005, pp. 114 et suiv.

La « bonne raison » que nous avons de changer de paire de chaussures ou de résidence implique un changement de la représentation que nous avons de nous-mêmes. Quoi, *moi*, me chausser comme ça, *moi*, habiter là ? Ce n'est plus une question de vitesse. C'est une question de *droit*.

De droit ??

La décision de changer de chaussures ou de logement se décide en réalité au niveau du *droit* que nous avons de chaussures qui tiennent au pied et de logement logeable. La décision de changer de modèle ne peut se prendre qu'en rompant avec l'humiliation instituée, permanente, la survie, la sous-vie. *On n'a pas le droit de nous imposer ça*, et nous n'avons plus, *nous*, le *droit de l'accepter* - accepter de tenir son rôle, son rang de tueur dans une guerre économique en principe faite pour apporter du bien-être mais qui ravage tout, accepter de faire ce que nous faisons ou que nous sommes obligés de faire, nous n'en avons pas le droit, sauf à considérer l'homme exploitable et corvéable à merci.

Nous n'en avons jamais eu le droit. Les prêtres, les nobles, en ont fait un devoir à nos ancêtres qui n'ont pu refuser, l'ont incorporé et transmis. L'*humanité* en est, depuis, constamment *injurée*.

On assiste, depuis quelques temps déjà, à la montée en puissance d'un « front du refus » (tous pourris, ça ne peut plus durer, quelle vie !).

Ce n'est pas encore un « front de droit(s) ». Le front dont tu parles se focalise sur des *injustices*, mais qui sont ressenties, évaluées à *l'aune du droit actuel et solubles dans son système*. Exemples : Il est injuste de n'avoir pas de travail (les autres en ont). *Donnez-nous-en*. Ça semble d'autant plus évident que le système reposait (car il commence à ne plus en dépendre) sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Il est injuste de n'avoir pas de logements. *Donnez-nous-en*. Il est injuste de voir en province disparaître le service public. Là où c'est plus peuplé ils en ont. *Redonnez-nous-en...*

Un front de refus sur fond d'*injustices évaluées à l'aune du système*, c'est-à-dire dans les tranchées où on nous emploie, ça peut donner lieu à un Front populaire. *Vous trichez ! On ne marche plus !* Bravo ! Alors on processionne... ! Le bourgeois tremble et les commerces ferment les volets. Mais la classe politique dissout l'objectif dans la sociale

*« Nos vies valent mieux
que leurs profits »
Mais celle des dominants aussi !
Qu'est-ce qui nous oblige TOUS
à dépendre des profits monétaires ?*

démocratie, la préparation d'une guerre « juste » ou, comme aujourd'hui, la « juste » résistance à la débâcle écologique.

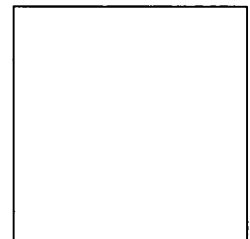
Le front de refus, tel que nous le voyons se construire, entraîne un repli, il appelle plutôt à se protéger. Quand tu entends dire que « ça ne peut plus durer », dans la seconde qui suit on te signale des trucs qui justement le permettent. Dans les milieux écolos, d'extrême-gauche, libertaires, anars, et bourgeois aussi, le front du refus se traduit par la création ou l'occupation de plein de niches dans lesquelles on bricole, s'entraide et ruse.

Elles anticipent la société future, son inventivité : révèlent des capacités de générosité, de don, mais qui dans ce cadre ne font que de la générosité ou du don *de rattrapage*. Elles entretiennent les défauts du système.

Un front de justice choisi hors des tranchées, Gandhi en monte un de toutes pièces, quand il commande de transgresser en masse l'interdit de prendre du sel à la mer. 68 en a donné un avant-goût. Une affaire de dortoirs à l'université a fourni le déclencheur. On s'est mis à considérer comme normaux plein de désirs auxquels on n'avait jamais vraiment pensé avoir droit, qu'on oubliait en usant de toutes sortes de petites ruses. On n'avait plus le **droit** de nous imposer ces ruses.

Si c'est un droit de ce type qui décidera de mettre en œuvre le revenu garanti sur autre chose que des profits, on l'appelle comment ?

Rodrigues, distributiste historique, l'appelle *droit à la vie*. C'est le titre de son livre, écrit en 1934, quand la crise de 29 touche la France. **PROSPER** en a déjà donné plusieurs extraits. Ce à quoi nous avons tous droit, ce que nous pouvons partager, a considérablement changé et continuera, mais il n'y a plus de raison pour que ce soit indexé sur les profits.



un nouveau dispositif économique

*La possibilité de disposer à vie
d'un revenu **garanti, complet**, largement suffisant,
établi en contrepartie directe des richesses produites
(sans devoir en faire de profit sur un marché aléatoire),
est **la clé** du changement des rapports entre les hommes et leur planète
et des hommes entre eux. Comment faire pour l'assurer ?⁶*

Rappel

On s'est bien gardé de vous l'apprendre, mais *renseignez-vous* :

la monnaie dont nous nous servons est n'est plus depuis longtemps gagée sur l'or.

Elle est créée par les banquiers « d'un trait de plume » - d'un cliquetis de clavier !

Elle porte pour cette raison le nom de **monnaie scripturale**.

Le banquier crédite l'entrepreneur des sommes dont il a besoin pour fabriquer ce qu'il a prévu ou assurer tel service. Ce prêt d'argent est **assorti d'intérêts**, qui obligent l'entrepreneur à rendre plus d'argent qu'il n'en a emprunté. Il l'oblige donc à vendre plus cher qu'il a acheté, et à rentabiliser les infrastructures (machines, locaux) au maximum.

La raison de l'obligation de croissance est avant tout monétaire et ses méfaits sociaux et écologiques s'expliquent par là : pour être concurrentiel sur un marché aléatoire, l'entrepreneur doit fabriquer à moindre prix, donc en nombre. Les techniques qui s'imposent sont les plus **rentables** et imposent leurs normes au monde entier.

Les ressources humaines et environnementales ne sont prises en compte que longtemps après (amiante) ou à l'occasion de catastrophes (Minamata, Seveso). Des accords comme ceux de Kyoto sont trahis par leurs signataires (ils ralentissent la croissance !).

Et si la banque créait de la monnaie sans intérêt...?

1. **Elle ferait son métier et rien d'autre** : anticiper sur la création de richesses par une avance permettant à l'entrepreneur de se procurer les matières à transformer, les machines, etc.

Libérée du souci de la rentabilité monétaire et de la prise de pouvoir dans les différentes entreprises, elle concentrerait son attention, ses calculs, sur l'utilité, la qualité et les conséquences matérielles, sociales, environnementales, internationales, des produits et services à venir, et sur la façon dont l'entreprise fait appel à la participation humaine, économise l'énergie, les ressources...

2. **L'entreprise ferait elle aussi son métier**, au lieu d'avoir les yeux fixés sur le solde, positif ou négatif, de son bilan. Elle ne serait plus obligée d'imposer ses produits et services pour des raisons monétaires. Elle les proposerait à titre d'expériences qu'on peut à tout moment arrêter si elles ne répondent pas à l'attente ou mettent en œuvre des méthodes humiliantes pour les travailleurs et l'environnement.

3. **La société civile, remplaçant peu à peu l'Etat, ferait son métier et rien que son métier** : faciliter les recherches positives sans les indexer sur des profits monétaires, s'intégrer à l'ensemble planétaire sur un mode solidaire et non plus concurrentiel (si tu veux la paix... prépare la paix !).

⁶ Par mesure de facilité, notre démonstration se limite ici à un cadre à tous familier, le cadre monétaire. Nous en sortirons dans quelques lignes...